

la cause du peuple



Pour un journal indépendant et révolutionnaire

N°59 FEVRIER 2022

WWW.CAUSEDUPEUPLE.INFO

LE MOUVEMENT DES FEMMES EN FRANCE ET DANS LE MONDE

Depuis plusieurs années, le mouvement des femmes et les revendications féministes sont sur le devant de la scène en France et dans le monde. (p.2)



ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES :
UNE FAUSSE « GRANDE CAUSE
QUINQUENNALE » (p.4)



TURQUIE : PORTRAITS DE
COMBATTANTES ROUGES DANS LA
GUERRE POPULAIRE (p.17)



LE TOURISME SEXUEL RÉVÈLE
LA NATURE IMPÉRIALISTE DE
LA PROSTITUTION (p.10)

LE MOUVEMENT DES FEMMES EN FRANCE ET DANS LE MONDE

Depuis plusieurs années, le mouvement des femmes et les revendications féministes sont sur le devant de la scène en France et dans le monde. Dans de nombreux pays, le sujet de la lutte contre le patriarcat est une lutte sociale qui prend de nombreuses formes.

Dans les pays opprimés par l'impérialisme, ils attaquent les manifestations du patriarcat de la bourgeoisie et des propriétaires terriens, qui maintiennent les pires conditions pour les femmes. Au Pakistan par exemple, la Aurat March (Marche des Femmes) a été organisée pour la première fois en 2018. De nombreuses mobilisations similaires ont eu lieu au Kenya, aux Philippines ou encore en Pologne. En Inde, les révolutionnaires luttent activement sur ce front. Dès le début du mouvement, dans les années 70 et 80, la plupart des luttes violentes menées dans les États du Bihar et du Telengana visaient à mettre fin aux molestations des femmes qui se faisaient au nom des « traditions ».

Dans les pays impérialistes, le féminisme prolétarien donne le point de vue de classe des femmes prolétaires sur la question. Il vise à éradiquer par la révolution socialiste les manifestations du patriarcat, comme la double oppression que subissent les prolétaires qui sont en plus des femmes. Tout cela permet d'exploiter davantage les femmes en raison de leur condition féminine en les cantonnant aux métiers les plus exploités, comme la caisse en magasin, le nettoyage... Des grèves et mobilisations ont lieu pour changer cette situation, mais le mouvement manque actuellement de direction prolétarienne et révolutionnaire, il faut donc la lui donner.

En 2021, au moins 113 femmes ont été tuées en France car elles étaient des femmes. Rien que le premier janvier 2022, deux nouveaux cas ont été recensés. Cette situation déplorable est un exemple des conséquences les plus violentes du patriarcat sur

les femmes. Mais mille autres manifestations, plus ou moins violentes, plus ou moins visibles, forment le quotidien des femmes, le plus durement pour les femmes prolétaires qui sont en première ligne.

Nous allons donc vous présenter dans ce numéro différents aspects du mouvement des femmes en France et dans le monde, et les positions féministes prolétariennes sur différentes questions. Nous analyserons le prétendu féminisme du gouvernement bourgeois français, les manifestations du patriarcat dans l'impérialisme avec le tourisme sexuel, mais aussi des exemples concrets de lutte à travers le monde. Nous voulons montrer la force du mouvement organisé des femmes pour leur émancipation, et sa nécessité concrète pour la révolution.

Citons en conclusion la grande révolutionnaire russe Alexandra Kollontai : « *Le monde des femmes est divisé, tout comme celui des hommes, en deux camps ; les intérêts et les aspirations d'un groupe de femmes les rapprochent de la classe bourgeoise, tandis que l'autre groupe a des relations étroites avec le prolétariat, et ses exigences d'émancipation représentent une solution intégrale à la question féminine. Donc, quoique les deux camps partagent le slogan général de la « libération de la femme », leurs objectifs et leurs intérêts sont différents. Chaque groupe prend inconsciemment comme point de départ les intérêts de sa propre classe, ce qui donne une empreinte de classe spécifique aux objectifs et tâches qu'ils se fixent.* ».



Femmes révolutionnaires de la Nouvelle Armée Populaire et de Makibaka, une organisation de femmes des Philippines

BRÈVES DE LUTTE

GRÈVE AUX MAGASINS CORA POUR LES SALAIRES

Plusieurs centaines de personnes travaillant pour le groupe Cora (hypermarchés) ont fait grève, notamment proche de Rennes en Ille-et-Villaine. Les grévistes demandent des hausses de salaire (5 % et une prime de pouvoir d'achat), car ni augmentation ni prime n'ont été prévues par la direction malgré l'inflation galopante en France. Ce mouvement s'inscrit dans la continuité de ceux qui ont touché le milieu de la grande distribution et des grands magasins, comme Carrefour, Auchan, Leroy Merlin, Action ou encore Décathlon. Les prolétaires qui travaillent dans ces entreprises ne peuvent plus tolérer les conditions de vie et de travail imposées par les bas salaires et les politiques d'entreprise comme le sous-effectif permanent qui fatigue les corps et les esprits. Le choix des grévistes est simple : c'est celui de la lutte.

VICTOIRE DES AIDES-SOIGNANT.E.S DE FONDETTES APRÈS LA GRÈVE

Les aides soignant.e.s de la structure « Vacances Répit familles Touraine » de Foudettes ont entamé une grève et l'ont remportée ! Leur revendication était simple : ils souhaitaient l'augmentation de 183€ promise par le gouvernement au Ségur de la santé, dont nous vous avons déjà parlé dans une brève à propos des mobilisations en cours. Beaucoup de personnes travaillant dans le médico-social avaient été « zappées » lors de la distribution de cette prime car ce sont des personnels techniques ou d'assistance. Leur grève a réussi, puisque l'ARS a confirmé qu'ils toucheraient bien la prime en 2022. Ce ne sont pas les seuls mouvement dans le domaine médical, car les grèves et les mobilisations des sages-femmes continuent pour les salaires et la revalorisation du statut.

CHRONOPOST : MOBILISATION DES TRAVAILLEURS SANS-PAPIERS DE LA POSTE

Depuis plusieurs années, un mouvement de lutte à lieu à Chronopost et ses sous-traitants, qui emploient un grand nombre de sans-papiers. En effet, Chronopost profite de la précarité de ces prolétaires pour leur payer des salaires de misère, leur faire miroiter une régularisation qui n'arrive jamais et d'autres carottes pour leur faire oublier le bâton de la bourgeoisie qui les frappe jour après jour. « Nous avons des horaires décalés, nous portons des colis de plus en plus lourds, et tout ça pour un salaire de 500 ou 600 euros », se désespère Aboubacar Dembele, travailleur pour Chronopost depuis un an et demi. De toute l'Île-de-France, de Gennevilliers à Alfortville en passant par Coudray-Montceaux, ces grèves et mobilisations pour la régularisation se multiplient. Depuis le 3 décembre, un piquet de grève est tenu jour et nuit à Alfortville, où une manifestation a également eu lieu. La solidarité de classe est la principale ressource de ces travailleurs en lutte : ils reçoivent régulièrement de la nourriture de la part des personnes qui sympathisent avec leur lutte dans la ville et savent qu'ils peuvent compter sur le soutien des autres travailleurs du secteur.

ÉBOUEURS : GRÈVE DE PLUSIEURS SEMAINES À TOULOUSE

Comme à Paris, Lyon, Marseille ou d'autres grandes métropoles, un mouvement de grève agite les services des éboueurs de la ville rose, Toulouse. Les grévistes se mobilisent contre la fin du système « fini-parti », qui leur permettait de mettre fin à leur service à la fin des tournées. Ils demandent des jours de congés au regard de la pénibilité du travail, qui fait se lever très tôt pour travailler dans le froid, la saleté et les ordures. Un conducteur de camion, Laid Doukhi,

a travaillé des années à l'arrière du camion, jusqu'à ce qu'une collecte se termine avec trois disques brisés dans sa colonne vertébrale. Le 31 décembre 2021, un éboueur de 51 ans a été grièvement blessé après avoir été percuté par un véhicule. De tels accidents sont monnaie courante et la mobilisation des éboueurs partout dans le pays montre bien l'esprit de classe qui les anime.

ACCIDENT DU TRAVAIL : SILENCE DES OUVRIERS MEURENT

Sur les réseaux sociaux Mathieu Lépine tient les comptes « Accident du travail : silence des ouvriers meurent », où il recense le plus fidèlement possible les prolétaires victimes d'accidents du travail. En hommage à ces trop nombreuses personnes qui sont souvent classées dans les « faits divers » par les médias bourgeois, il rappelle la lutte qui anime les familles des personnes disparues, et le caractère évitable de nombreux accidents du travail. Pour 2021, Mathieu Lépine rend hommage à Jimmy Gilbert (19 ans), Steven Gibert (26 ans) et Quentin Varin (27 ans) marins-pêcheurs de Cherbourg, Alban Millot (25 ans) tombé d'un toit le jour de son anniversaire, Bary Keita (28 ans) tombé lors d'un chantier à Pantin dans des conditions indignes, Harouna Samaté (17 ans) apprenti en plomberie tombé lors d'un chantier quand il apprenait son métier, Moussa Coulibaly (61 ans) éboueur fauché par un chauffard à Saint-Denis, et Ibrahim Dosso (18 ans) livreur à scooter pour une plate-forme. Il y a bien d'autres noms. Chaque année, des centaines des nôtres décèdent au travail de la négligence et de l'exploitation, camouflées sous le terme « d'accident ».

ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES : UNE FAUSSE « GRANDE CAUSE QUINQUENNALE », DE VRAIES MOBILISATIONS DEPUIS 5 ANS

Le 25 novembre 2017, Emmanuel Macron annonçait dans un discours à l'Élysée que l'égalité entre les femmes et les hommes serait la « grande cause du quinquennat ». En 2018 et 2019, la lutte contre les violences faites aux femmes a été deux fois « grande cause nationale ». Quelques semaines auparavant, le 5 octobre, le producteur américain Harvey Weinstein était accusé de harcèlement, d'agression et de viol par plusieurs femmes. Puissant dans l'industrie hollywoodienne, Harvey Weinstein chute au cours du mois d'octobre après 93 accusations successives. L'affaire se cristallise autour d'un hashtag sur les réseaux sociaux : #MeToo (moi aussi en français). En France, #balancetonporc est repris des centaines de milliers de fois, et une libération de la parole se met en place. Sans aucun doute, c'est en réagissant à ce mouvement dans la société que Macron et son gouvernement ont cru bon de déclarer l'égalité femmes-hommes « grande cause du quinquennat ». Pourtant, cette réaction de l'État bourgeois est marquée par le cynisme de la bourgeoisie. Elle ne s'attaque pas aux causes du problème, mais se contente d'opérations de communication successives pour se donner une apparence féministe. Mais derrière les faux semblants, rien n'a changé dans l'État bourgeois et le féminisme bourgeois, comme nous allons le voir. A contrario, depuis 2017, de nombreuses luttes ont émergé à ce sujet, et nous allons également montrer leur importance.

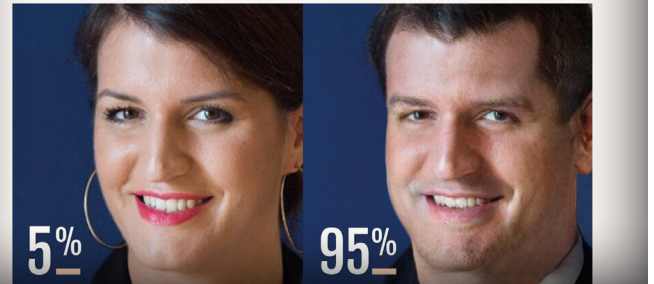
LE BLUFF DU GOUVERNEMENT BOURGEOIS RATTRAPÉ PAR LA RÉALITÉ

Immédiatement après son élection, en mai 2017, le nouveau président Macron forme son premier gouvernement. Il réforme alors le pompeux « Ministère des Familles, de l'Enfance et des Droits des femmes » et crée un secrétariat d'État, c'est-à-dire un « sous-ministère ». Il nomme ainsi la femme politique et romancière Marlène Schiappa secrétaire d'État chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes.

Suite au mouvement #MeToo dont nous avons parlé en introduction, elle est régulièrement mise en avant dans les médias : en effet, Marlène Schiappa se présente avant tout comme une « militante féministe », un terme qu'elle réutilisera à plusieurs reprises depuis 2017. Pour le gouvernement de Macron, cette médiatisation est le signe d'un quinquennat « progressiste » et « féministe ». Étant donné qu'un Français sur deux se déclare féministe depuis ces dernières années selon les études d'opinion, il n'est pas étonnant de voir l'État bourgeois tenter de rallier à son compte ce sentiment.

À l'automne 2017 commence la « grande cause quinquennale » que nous avons évoquée. Le « féminisme » bourgeois se matérialise de plusieurs

POUR LEVER DES FONDS, FAUT-IL DEVENIR UN HOMME ?



Campagne de pub du gouvernement pour mettre en avant "l'entrepreneuriat féminin" et un féminisme des "startupeuses"

manières dans l'action de l'État français pour essayer de masquer ses aspects les plus réactionnaires. Sur le plan du travail, le gouvernement développe une politique autour de « l'entrepreneuriat féminin » (plus de patronnes femmes, génial !). La loi Rixain passée sous le quinquennat de Macron prévoit une féminisation des conseils des grandes entreprises par des quotas, ce qui signifie une augmentation du nombre de femmes cadres supérieures et managers. Autrement dit, c'est une politique à destination de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, qui vise à « féminiser » les exploités. Ne craignons rien, les femmes prolétaires pourront désormais se faire exploiter plus souvent par d'autres femmes ! Des « formations » sur les violences sexuelles ont eu lieu dans la police, ce qui n'a pas empêché des affaires dans les commissariats lorsque les policiers n'enregistrent pas les plaintes. À Montpellier par exemple, le commissariat central essuie un scandale lorsqu'on apprend que les policiers demandent aux victimes de viol si elles ont joui. Le gouvernement propose en 2018 une loi contre le harcèlement de rue qui fait suite à #MeToo. Encore une fois, c'est une politique de façade, destinée à la bourgeoisie. En effet, en prétendant punir par la loi les comportements sexistes, le gouvernement déclare avoir réglé le problème en ayant proclamé l'égalité devant la loi. Mais voilà, l'égalité réelle ne dépend pas des textes, mais des conditions matérielles concrètes. Cette manière de voir les choses, superficiellement et juridiquement, est une reprise directe du féminisme libéral adoubi par la bourgeoisie au début du XXe siècle.

L'action du gouvernement fait finalement le miroir parfait à celle des grands capitalistes et des monopoles de l'impérialisme français. Après #MeToo, de grands groupes ont fait des annonces en déclarant imposer des « formations » et « temps d'écoute » au sujet de l'égalité femmes-hommes et des violences au travail. Mais tout est retombé comme un soufflet : ces « séminaires » n'ont mené à aucune amélioration (et il fallait être malhonnête pour penser qu'ils auraient le moindre effet), mais ils ont permis aux monopoles

de l'impérialisme français de se donner une image positive auprès des femmes. Cette façon de faire a été reprise de nombreuses fois dans le marketing et la publicité. Monoprix se déclare par exemple « féministe » pour vendre des vêtements, tout comme H & M. En 2019, Nike fait sa pub en mettant en avant des femmes sportives et « puissantes ». Ce mouvement n'est pas nouveau : en 1961, l'entreprise d'électroménager Moulinex lance son slogan : « Moulinex libère la femme ! ». Bien sûr, 60 ans plus tard, ce slogan fait tâche. Il montre cependant bien la tentative de la bourgeoisie de faire son beurre sur les bons sentiments du peuple et ses revendications.

Tout cela n'est évidemment que de l'hypocrisie et le revers de la médaille du patriarcat. Ce qui se passe au sommet de l'État en est la preuve. En juillet 2020, le nouveau premier ministre Jean Castex nomme Gérard Darmanin ministre de l'Intérieur. Celui-ci est accusé de viol, de harcèlement et d'abus de faiblesse. Macron lui accorde sa confiance « d'homme à homme », selon ses mots le 14 juillet 2020. Tandis que des manifestations ont lieu contre sa nomination, le gouvernement fait bloc en soutien à Darmanin. Sa nouvelle principale collègue est Marlène Schiappa, devenue ministre de la Citoyenneté, un ministère lié à l'Intérieur. Elle déclare ne pas ressentir de malaise face à Darmanin et le défend. Ce n'est pas la première fois que cela arrive. En 2018, Nicolas Hulot était ministre de la Transition écologique. Il est rattrapé par une accusation de viol révélée par un magazine. Le gouvernement fait à nouveau bloc : sur suggestion de ses conseillers et d'une demande directe de Macron, Marlène Schiappa écrit une longue tribune dans le Journal du Dimanche pour défendre Hulot. Trois ans plus tard, en 2021, plusieurs femmes accusent Hulot pour des faits similaires.

Mais au-delà des scandales, même l'action

concrète du gouvernement n'est que de la poudre aux yeux. La grande réussite mise en avant par l'État bourgeois, c'est le 3919, le numéro d'appel destiné à la lutte contre les violences faites aux femmes. Ce numéro existe depuis longtemps, mais c'est Macron et son gouvernement qui ont particulièrement insisté sur son importance. Entre 2017 et 2020, le nombre d'appels a plus que doublé. Cependant, ce n'est pas l'État français qui est à l'origine de ce numéro, ni même qui le gère : ce sont les associations de la Fédération nationale Solidarité Femmes (FNSF, 60 associations). Autrement dit, le gouvernement sous-traite au milieu associatif la prétendue « grande cause quinquennale » ! Pire que ça, en 2020, en pleine pandémie où les violences conjugales ont bondi à la suite des confinements successifs, l'État annonce qu'il souhaite ouvrir le 3919 à la concurrence, avec un appel d'offres ! Tout cela montre bel et bien l'hypocrisie remarquable du gouvernement bourgeois. Dès que l'on gratte un peu, on se rend compte que la réalité est celle d'un État réactionnaire activement engagé dans l'exploitation et l'oppression des femmes des masses, notamment prolétaires.

DES MOBILISATIONS EN HAUSSE DEPUIS 2017, DES REVENDICATIONS DE CLASSE

Intéressons-nous désormais aux mobilisations qui ont eu lieu ces dernières années. Le 8 mars 2017, pour la première fois, des associations et syndicats (CGT, FSU, Solidaires) appelaient non pas seulement à la manifestation du 8 mars, la journée internationale des femmes travailleuses, mais également à une grève nationale et générale. Cet appel a été suivi dans plus de 50 pays. La grève vient donner un nouveau caractère à la mobilisation du 8 mars, en liant décisivement



Le 3919, numéro mis en avant par le gouvernement, est en réalité géré par le milieu associatif. Le gouvernement voudrait "l'ouvrir à la concurrence"

LUTTE DES CLASSES

la question féministe à la lutte contre le patriarcat dans le salariat. Elle fait la démarcation avec les célébrations libérales du 8 mars : les monopoles français et l'État bourgeois ne peuvent pas défendre une grève qui stoppe la production. Dans l'Histoire, de telles mobilisations larges ont été initiées et menées par les femmes prolétaires. Proche de la France, l'exemple belge à ce propos est éclairant. En 1966, plusieurs milliers de femmes ouvrières bloquent leur usine à Herstal pendant 3 mois. Elles dirigent une lutte pour un salaire égal et des augmentations, qu'elles n'obtiennent que partiellement. Mais leur grève lance des mots d'ordre que l'on retrouve encore aujourd'hui dans les mouvements de grève féministe.



Les "Rosies" dans une manifestation en France

En 2018, 5,3 millions de personnes participent à cette grève en Espagne, ce qui en fait une énorme mobilisation. Depuis, chaque année, l'appel à la grève est maintenu et amplifié en France comme ailleurs. En 2021, plusieurs dizaines de grèves ont été rapportées dans la plupart des villes du pays. Elles mettaient particulièrement en avant les « premières de corvée », les métiers majoritairement féminins du service, du nettoyage, du médical et du social qui encaissent de plein fouet la crise sanitaire. Contre la réforme des retraites, des « Rosies » (détournement de la propagande de guerre américaine de Rosie la riveteuse, en bleu de travail et bandana rouge, le poing brandi) se sont unies aux cheminots pour attaquer le gouvernement et les grands monopoles impérialistes. En janvier 2020, une chorégraphie des « Rosie » à Paris les montrait en train d'abattre des vautours en marionnette nommés « BNP », « Société Générale », « Axa » ou encore « BlackRock », tant de noms de grandes entreprises, principalement françaises. C'est l'unité concrète du prolétariat qui se met en action, afin de se débarrasser définitivement de l'impérialisme et du patriarcat. Ainsi, il n'y a rien d'étonnant à ce que cette chorégraphie ait été accompagnée de slogans

tels que « Révolution ! Révolution ! ». Les grévistes de l'hôtel Ibis Batignolles, qui ont lutté pendant 22 longs et périlleux mois de juillet 2019 à mai 2021, ont elles aussi repris l'imagerie de « Rosie » pour leurs affiches montrant leurs porte-paroles.

Depuis 2019, la lutte contre les féminicides (meurtre de femmes pour la raison qu'elles sont des femmes) s'est matérialisée par un mouvement de collages sur les murs des villes de France. Des slogans et des dénonciations des féminicides sont mis en avant. Cette manière de faire s'exporte dans plusieurs villes et des collectifs se créent. La police réprime les collages comme des dégradations, et met plusieurs colleuses en garde à vue. Cette méthode de lutte vise à afficher au grand public et dénoncer les vérités choquantes et révoltantes des violences faites aux femmes. À Aubervilliers par exemple, en banlieue parisienne, des collages ont rappelé que 2 femmes sont mortes de féminicides en 2021 dans la ville dans des affaires sordides. La direction des collectifs et du mouvement des colleuses est encore massivement petite-bourgeoise, bien qu'une partie des slogans et



Grève féministe en Espagne



Quelques exemples d'unité entre la marche du 25 novembre et les Gilets Jaunes contre les avis des réformistes, ici à Montpellier

revendications soient révolutionnaires. Marguerite Stern, écrivaine et activiste ex-FEMEN, est celle qui a officiellement lancé le mouvement. Désormais, elle écrit des articles réactionnaires dans le journal Marianne. Il est cependant indéniable que, ces dernières années, les collages se sont installés dans le paysage de nombreuses villes, et qu'ils interpellent le regard et créent l'intérêt pour les revendications féministes.

Enfin, depuis 2018, des marches et manifestations sont organisées autour de la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, le 25 novembre. En France, plusieurs dizaines de milliers de personnes y participent. En 2019, le nombre monte même à 150 000 partout en France, avec une immense mobilisation à Paris de 100 000 personnes. En 2020, la marche n'a pas lieu à cause de la crise sanitaire, mais elle reprend en 2021. Ce mouvement d'ampleur est principalement initié par le collectif #NousToutes, issu du mouvement #MeToo. Les dirigeantes sont des réformistes, comme Caroline de Haas, qui a milité au Parti Socialiste. Si #NousToutes a initié le mouvement, le collectif l'encadre également et se contente d'enquêtes et de publications pour mettre en avant ses revendications. L'organisation rend inoffensive la manifestation du 25 novembre. Un exemple concret de l'influence réformiste a eu lieu le 24 novembre 2018. C'était le jour de la manifestation, mais c'était aussi le deuxième samedi des Gilets Jaunes. Quelques greffes ont lieu entre les deux : des femmes gilets jaunes rejoignent les cortèges, les manifestations s'applaudissent à quelques endroits. Mais parmi les leaders de #NousToutes, beaucoup ont dénoncé les Gilets Jaunes et refusent de s'unir. C'est donc uniquement à la base, sur des ronds-points et des cortèges que l'union se fait. Si une jonction avait eu lieu, des forces inédites auraient mené cette lutte. Voilà, en pratique, les problèmes que pose une direction réformiste.

Les mobilisations féministes de ces dernières années sont traversées par la lutte de classes. Il y a un féminisme prolétarien, qui rassemble les masses derrière des revendications et des méthodes d'organisation. Nous avons vu que plusieurs mouvements se sont développés ces dernières années en France, qu'ils ont souvent des revendications de classe, mais qu'ils manquent de direction prolétarienne forte. Les femmes des masses, et notamment prolétaires, sont les premières à se mobiliser dans les grèves, les mouvements sociaux et les luttes revendicatives. Pendant le premier confinement de 2020, cette vérité s'est présentée en pratique dans les collectifs de quartiers qui ont émergé, très souvent gérés par des femmes. Cela s'était déjà vu lors des Gilets Jaunes, dans des assemblées et des projets collectifs mis en place par les groupes locaux. Enfin, les collectifs contre les violences policières sont un autre exemple : ils sont souvent animés par les mères ou les sœurs de victimes de violences, comme Amal Bentounsi.

Ainsi, ces dernières années ont bien été celles d'un développement du mouvement des femmes en France. Face au patriarcat et au prétendu féminisme de la bourgeoisie impérialiste française, qui se matérialisent dans le gouvernement actuel, de nombreuses personnes ont répondu par des actions opposées : grève, manifestations revendicatives, dénonciation de l'hypocrisie du gouvernement par tous les moyens et avancement des revendications féministes. Dans la lutte de classes, le point de vue prolétarien sur le féminisme émerge des masses, et il nécessite d'être dirigé et organisé loin des chimères réformistes. C'est seulement de cette manière que de nouvelles victoires peuvent être remportées décisivement.

L'IMPÉRIALISME ET LES LUTTES DU PROLÉTARIAT ET DES PEUPLES OPPRIMÉS

SLOVAQUIE : MANIFESTATIONS CONTRE L'ALLIANCE AVEC LES USA

Plusieurs manifestations contre le Defence Cooperation Agreement (DCA, Accord de coopération en matière de défense) ont eu lieu en Slovaquie lors du mois de janvier, notamment devant le parlement à Bratislava. Le DCA est un accord de défense bilatéral entre les États-Unis et la Slovaquie qui permet à l'armée de l'air des États-Unis d'utiliser les deux aéroports militaires slovaques et potentiellement d'autres installations militaires pendant 10 ans, sans demande de paiement de loyer. Les manifestations ont rassemblées des activistes de tout horizon, également préoccupés par de nombreux autres sujets, tels que les restrictions sanitaires et l'augmentation du coût de la vie.

Les Partis sociaux-démocrates ont instrumentalisés les manifestations afin de faire pression sur les autorités slovaques, avançant la demande d'un référendum sur le DCA et attaquant par ce biais le gouvernement. Or, le parlement a rejeté la proposition le 18 janvier. La Slovaquie est membre de l'OTAN depuis 2004 et partage sa frontière orientale avec l'Ukraine qui a été partitionnée entre l'impérialisme étasunien et russe à la suite d'un coup d'État en 2014. La Russie continue de menacer l'Ukraine en soutenant les séparatistes dans l'est du pays et en effectuant des mobilisations militaires massives le long de sa frontière, afin d'empêcher la stabilisation du pays, dirigé par un gouvernement fantoche mis en place par les États-Unis. Les Slovaques sont divisés sur le rôle des États-



Manifestation en Slovaquie

Unis et de leur contribution à la sécurité du pays. De nombreux Slovaques soutiennent la neutralité politique de leur pays dans le conflit interimpérialiste en Ukraine. De plus, beaucoup de Slovaques se méfient d'une présence militaire étrangère sur leur territoire dû à l'invasion de la Tchécoslovaquie par le social-impérialisme soviétique, en 1968.

KAZAKHSTAN : GRANDES RÉVOLTES CONTRE LE GOUVERNEMENT ET LA HAUSSE DES PRIX

Depuis le 2 janvier, des révoltes prolétaires se sont multipliées au Kazakhstan, depuis que le prix du gaz de pétrole liquéfié (GPL) a doublé. Cette hausse est le résultat de la fin du contrôle du prix sur ce carburant essentiel à la vie quotidienne. Combinée à plusieurs d'autres politiques libérales, l'inflation élevée d'automne 2021 et la dernière grande chute du prix du pétrole sur le marché mondial, la situation

LA PRESSE INDÉPENDANTE ET RÉVOLUTIONNAIRE EN LIGNE SUR



WWW.CAUSEDUPEUPLE.INFO



Le 20 janvier, la BNA a ciblé une banque à Lahore avec des explosifs, ce qui indique un élargissement des activités des militants en dehors du Baloutchistan occupé.

économique du pays est devenue intolérable pour la population. Cette contradiction est particulièrement forte dans la région de Mangistau, à l'ouest du pays, où une grande partie du pétrole brut kazakh est extrait et où les premières manifestations ont eu lieu. Bien que la région soit une source de richesse indispensable pour l'État, elle figure tout de même parmi les plus pauvres du pays. L'exploitation est largement contrôlée par des monopoles étrangers pour l'exportation.

un niveau moins cher qu'avant la hausse. D'autres concessions ont été acceptées, telles qu'un moratoire sur le prix de l'électricité et des subventions au loyer pour les personnes à faible revenu.

BALOUTCHISTAN : LA LIBÉRATION NATIONALE BALOUTCHE S'UNIFIE

Le 11 janvier 2022, la Baloch Republican Army (BRA) et la United Baloch Army (UBA) ont annoncé leurs dissolutions pour s'unifier sous le nom de la Baloch Nationalist Army (BNA). Suite à des discussions profondes sur la guerre pour libérer la nation Baloutche, les directions des deux organisations armées ont décidé de s'unifier dans le but de renforcer la lutte contre l'occupation par l'armée pakistanaise fasciste. La BNA déclare continuer la lutte de manière centralisée en tant que membre de Baloch Raji Aajoi Sangar (BRAS), l'alliance des organisations armées menant la lutte pour la libération nationale. L'unification progressive des militants baloutches dans le territoire occupé par le Pakistan représente une menace importante pour le social-impérialisme chinois qui utilise le territoire occupé comme corridor stratégique pour accéder à la mer d'Arabie.

Dans ce contexte, les manifestations se sont lancées contre le régime capitaliste bureaucrate, établi par l'ex-président Noursoultan Nazarbaïev à la suite de la chute de l'URSS. Le président actuel, Kassym-Jomart Tokaïev, a été un politicien central sous Nazarbaïev et s'inscrit dans la continuité de son règne. Historiquement, le gouvernement a cherché à équilibrer la domination semi-coloniale du pays entre les impérialismes russe, chinois et étasunien. En revanche, les impérialistes en question tentent de profiter de la révolte afin d'accroître leur influence. Les soldats russes sont déjà déployés dans le pays depuis le 7 janvier, sous un mandat de « maintien de la paix » de l'Organisation du traité de sécurité collective, dont le Kazakhstan et la Russie sont membres. D'un autre côté, le secrétaire d'État des États-Unis, Antony Blinken, critique hypocritement les actions de la Russie ; alors qu'il est improbable que les ONG étasuniennes financées indirectement par la CIA et déployées au Kazakhstan vont réussir à influencer la révolte en faveur de l'impérialisme étasunien. Alors que le régime Tokaïev-Nazarbaïev continue de dénoncer le mouvement comme « terroriste », il a été forcé, entre autres, à réduire le prix du GPL à

LE TOURISME SEXUEL RÉVÈLE LA NATURE IMPÉRIALISTE DE LA PROSTITUTION

Alors que les pires phases de la pandémie du covid-19 semblent passées, le secteur touristique commence lentement à reprendre son souffle dans tous les coins du monde. La reprise s'accompagne avec un rebond dans le tourisme sexuel de masse, un phénomène caractéristique de l'époque impérialiste dans lequel nous vivons. Cette « industrie », opérant à l'échelle mondiale, ne se limite pas à la seule prostitution à proprement parler mais englobe également d'autres aspects comme le crime organisé, la propagation accélérée des maladies sexuellement transmissibles, les violences sexuelles, l'esclavage, et la maltraitance des enfants. La forme actuelle, industrielle, de la prostitution met en évidence les contradictions au cœur de la prostitution elle-même, c'est-à-dire en tant qu'institution historique de l'exploitation des femmes, notamment à travers sa dimension inégalitaire entre pays impérialistes et nations opprimées. Une perspective internationaliste sur la question de la prostitution nous interdit en effet d'en avoir une image rose, présentant la prostitution comme un métier parmi d'autres, dont le principal problème se situerait au niveau de la stigmatisation sociale dont souffrent les prostituées. Il suffit de jeter un coup d'œil aux grands centres internationaux de la prostitution pour se rendre compte que la stigmatisation n'est qu'une partie du problème.

LE BRÉSIL

Depuis plusieurs années, le Brésil est sur la voie pour dépasser la Thaïlande en tant que leader mondial du tourisme sexuel. Dans ce pays semicolonial, un programa complet coûte une dizaine d'euros. De plus, un programa avec un enfant peut coûter six fois moins cher. Les prostituées sont principalement des femmes et des enfants des bidonvilles qui se prostituent pour acheter à manger ainsi que pour payer des stupéfiants de toute sorte. Quand les enfants sont trop jeunes pour trouver des clients, il est normal que les parents prennent en charge cette tâche. Comme dans la prostitution adulte, les chauffeurs de taxi, les hôteliers, et la police font partie du réseau mafieux qui amène les touristes aux enfants. Les estimations du nombre d'enfants prostitués au Brésil varient entre 250 et 500 mille.*

Au Brésil, la prostitution est légale et y est reconnue en tant que profession par le ministère brésilien du Travail et de l'Emploi, ce qui est censé garantir un certain niveau de sécurité sociale aux prostituées enregistrées. Pourtant, le tourisme sexuel ne cesse de grandir, et comme dans les pays où la prostitution est illégale, le monde du crime organisé est au centre de ce commerce. En outre, la croissance du tourisme sexuel légal a entraîné la normalisation de la prostitution des mineurs, attirant ainsi des pédocriminels du monde entier vers le pays.



La plupart des prostituées au Brésil, y compris les enfants, viennent des favelas

* Prostitution enfantine: "Venez au Mondial pour le foot, pas pour le sexe", https://www.lexpress.fr/actualite/monde/amerique-sud/prostitution-enfantine-venez-au-mondial-pour-le-foot-pas-pour-le-sexe_1497952.html



La violente partition de l'Ukraine entre les impérialismes étatsunien et russe a poussé encore plus de femmes ukrainiennes à recourir à la prostitution

Dans la période précédant les Jeux olympiques d'été de 2016 à Rio de Janeiro et la Coupe du monde de football de 2014, également accueillie par le Brésil, il y avait de grandes attentes au sujet de la croissance économique et le développement du pays, en grande partie engendrées par la propagande médiatique autour des économies émergentes des « BRICS » (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud). Depuis lors, la crise capitaliste s'est durablement installée au Brésil, et ce ne sont que la Russie et la Chine qui, comme seuls pays impérialistes du groupe, font preuve de d'un réel développement économique. En tant que semicolonie, principalement dominée par l'impérialisme étatsunien, le développement économique nécessaire pour résoudre la pauvreté extrême qui est à la racine de la prostitution, n'est pas possible. Il faudra premièrement que les masses brésiliennes mettent fin au système semiféodal des latifundios (les grands domaines agricoles), en prenant le contrôle des terres, pour porter un coup décisif aux impérialistes présents au Brésil, comme le fait la LCP.

L'UKRAINE

Après la chute de l'URSS, l'industrie ukrainienne a été liquidée à coups de réformes libérales (privatisations, fermeture des usines et des services publics), ce qui a détruit l'économie du pays et généralisé la pauvreté. L'Ukraine est alors devenue une des destinations les plus réputées pour le tourisme sexuel en Europe. Alors que la prostitution est illégale dans le pays, des services sexuels peuvent être procurés un peu partout : dans les rues, le long des autoroutes, dans les hôtels et sur les fameux sites de « mariage » ukrainiens. Bien que la prostitution

est répandue dans tout le pays, Odessa est particulièrement réputée pour son secteur prostitutionnel « florissant », liée à la forte présence de la mafia au sein de cette ville. De par son réseau de connexions politiques qu'elle a tissé ces dernières décennies, la mafia est rarement ciblée par l'État, et ce sont donc uniquement les prostituées qui se font intimider et abuser par la police. La prostitution d'enfants est également commune, pratiquée dans la plupart des cas par les enfants sans abris et toxicomanes. **

À la suite des manifestations proeuropéennes d'Euromaïdan et le coup d'État pro-étatsunien en 2014, l'intensification de la lutte inter-impérialiste dans le pays a détérioré les conditions de la prostitution. L'Ukraine est devenue un véritable terrain de guerre entre l'impérialisme étatsunien, l'impérialisme russe et diverses puissances impérialistes européennes. Alors que le tourisme sexuel a diminué à cause des craintes de danger lié et le covid-19, la prostitution continue dans un contexte de crise économique et de guerre. Après le coup d'État de 2014, le pays a été plongé dans une nouvelle crise économique, ce qui a poussé d'autant plus de femmes dans la prostitution. Avant 2014, la valeur de la hryvnia ukrainienne était un peu plus que 0,12 dollars étatsuniens, mais depuis la « révolution » de Maïdan, elle ne dépasse que rarement les 0,04 dollars. Avec le salaire mensuel de prolétaire typique réduit à l'équivalent d'un peu plus de 60 euros et les épargnes en hryvnias décimées, le nouveau gouvernement proétatsunien a réagi en réduisant et en limitant l'accès aux prestations sociales, incluant celles destinées aux mères célibataires. Cela a emmené vers les centres urbains énormément de

** ENFANTS DES RUES EN UKRAINE - LES ENFANTS INVISIBLES D'ODESSA, /<https://www.unicef.fr/article/enfants-des-rues-en-ukraine-les-enfants-invisibles-dodessa> : <https://www.unicef.fr/article/enfants-des-rues-en-ukraine-les-enfants-invisibles-dodessa>

L'IMPÉRIALISME ET SES GUERRES

femmes – et surtout de mères célibataires des provinces – dans le but d'y pratiquer la prostitution et de survivre. La réduction du nombre de touristes a incité d'autres femmes à partir en direction du front au Donbass, où se déroule la guerre par procuration entre l'impérialisme étasunien et russe, afin de vendre leurs corps aux soldats. Cependant, les femmes à proximité du front ne se prostituent pas pour de l'argent, mais pour de la nourriture ou pour l'aide des soldats avec des travaux nécessaires. Forcément, les violences sexuelles sont plus répandues dans la zone de guerre. En outre, les plaintes sont encore plus mal vues et réprimées que d'habitude, puisqu'elles sont perçues comme antipatriotiques aux yeux des machines de propagande des deux côtés du conflit. L'État fantoche ukrainien et les séparatistes prorusses s'accusent mutuellement des pires crimes, tout en réduisant au silence les véritables victimes. Alors que la population souffre, la Russie dirige régulièrement des mouvements massifs de troupes et d'équipements militaires vers la frontière ukrainienne et le gouvernement ukrainien continue à introduire des politiques nationalistes impactant négativement sa propre population russophone, afin d'assurer que les négociations avec les séparatistes ne réussissent pas. Les impérialistes et leurs chiens de garde veulent que la crise dans le pays continue afin d'en profiter, alors que les femmes prolétaires sont forcées de pratiquer la prostitution pour survivre.

LE CAMBODGE

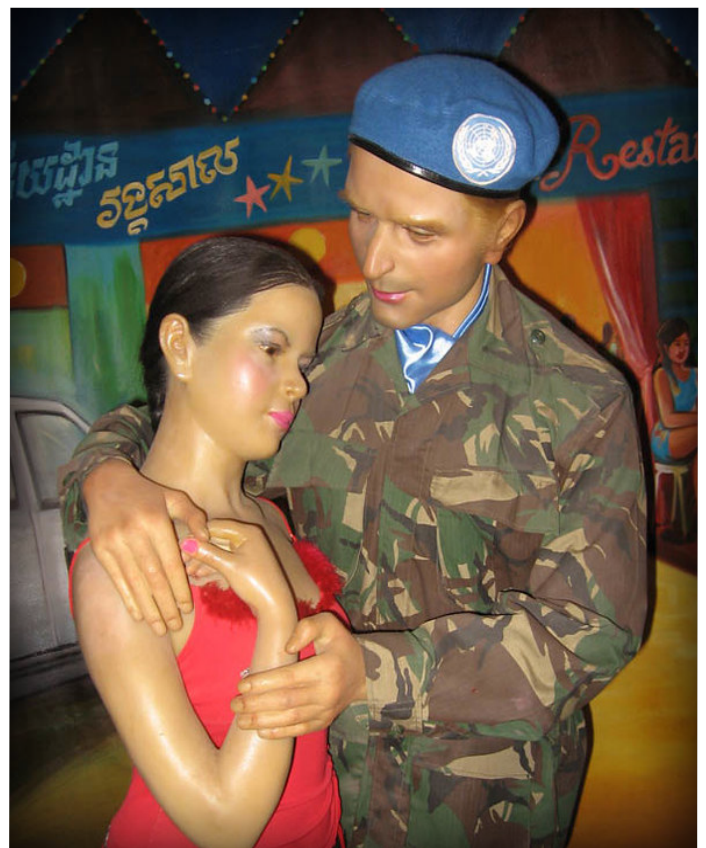
Le Cambodge représente les conditions optimales pour le développement du tourisme sexuel : taux de pauvreté élevé, prix extrêmement bas, corruption omniprésente et exode rural. Le ministère du Tourisme du Cambodge a estimé qu'un quart des 400 000 touristes annuels sont des touristes sexuels.

Trois quarts de la population vit en dessous ou juste au-dessus du seuil de pauvreté de 1,90 \$ par jour. Selon la Banque asiatique de développement, les femmes gagnent en moyenne 27 centimes pour chaque dollar gagné par un homme. Elles sont employées principalement dans l'agriculture ou dans l'industrie du textile, où le salaire minimum est équivalent à environ 170 euros par mois. Par conséquent, les femmes se tournent vers la prostitution pour avoir un revenu décent, surtout les femmes provenant de la campagne qui aspirent à une vie meilleure. Or, en se tournant vers la prostitution, elles finissent souvent par être piégée au sein d'un commerce illégal contrôlé par des officiers supérieurs de la police et de l'armée et qui remonte jusqu'aux plus hauts échelons politiques. Ainsi, les réseaux proxénètes sont rarement punis pour leurs abus, même dans la prostitution d'enfants.

Le Cambodge se distingue parmi les autres pays abritant un important commerce sexuel, en étant une destination de choix pour les pédocriminels, parce qu'il « offre » aux touristes des filles vierges. Cette situation est le fruit de l'exploitation – à des fins commerciales – d'un mythe répandu dans certaines

cultures asiatiques qui veut que les rapports sexuels avec des vierges aident magiquement les hommes âgés à rester jeunes et à éviter d'attraper des maladies. Les autorités estiment que l'âge moyen des prostituées à Phnom Penh est de 15 ans, ce qui est en partie explicable par le fétichisme pour les vierges, mentionné ci-haut, rendant l'âge d'entrée dans la prostitution très bas. La plupart des filles trafiquées pour la prostitution proviennent de villages ruraux du Cambodge ou du Vietnam. Elles sont attirées par des promesses d'embauche alors qu'elles finissent la plupart des fois enfermées, torturées et forcées à servir sexuellement jusqu'à dix hommes par jour, souvent sans préservatif. Comme au Brésil, il est aussi commun que les parents prostituent leurs enfants pour compléter les revenus.

Les racines du tourisme sexuel au Cambodge et en Asie du Sud-Est remontent à la Guerre contre le peuple vietnamien, mené par les États-Unis entre le début des années 60 et le début des années 70. Lorsque les soldats étasuniens n'étaient pas occupés à intimider et tuer des Vietnamiens, un de leurs passe-temps préférés était de solliciter les prostituées. Ces soldats, avec leurs portefeuilles pleins de dollars étasuniens ont été au cœur d'un énorme système de commerces établis pour être à leur service, dans l'État fantoche du Sud Viêt Nam. L'argent des occupants a donc attiré vers la prostitution les femmes vietnamiennes les plus désespérées. Après la guerre, la prostitution a continué d'exister, et s'est répandue en Asie du Sud-Est. Les clients n'étaient plus des soldats, mais des touristes occidentaux imbus des stéréotypes sexuels relayés par les soldats étasuniens après la guerre.



Le rôle des soldats de l'ONU dans l'expansion massive de la prostitution au Cambodge est profondément ancré dans la mémoire du pays.

Ces stéréotypes ont été mis en pratique, ce qui a transformé l'Asie du Sud-Est en centre mondial du tourisme sexuel. Cette transformation a été renforcée au Cambodge par la présence des soldats de l'Organisation des Nations unies (ONU) au début des années 90. Ils étaient là pour contrôler la transition vers le régime capitaliste bureaucratique actuel, et tout comme les soldats étasuniens au Vietnam des années 60 et 70, eux aussi avaient « besoin » de divertissements. Après le départ des soldats de l'ONU, les proxénètes ont réussi à faire encore plus d'argent en remplaçant la clientèle militaire avec des touristes et des pédocriminels. Aujourd'hui au Cambodge, le régime capitaliste-bureaucrate qui permet aux impérialistes d'exploiter les travailleurs cambodgiens est également impliqué dans la prostitution, celle des mineurs incluse. La légalisation de la prostitution ne changerait rien à ce fait, sans même parler de légalisation de la prostitution des mineurs, ce qui est abjecte pour des raisons évidentes et donc, pour nous, absolument hors de question. Le seul moyen d'arrêter l'exploitation sexuelle des femmes et des enfants cambodgiens est de mettre fin à l'exploitation impérialiste du pays avec une révolution prolétaire contre l'État semicolonial pourri.

LA PROSTITUTION, L'IMPÉRIALISME ET LE PATRIARCAT

Le tourisme sexuel au Brésil, en Ukraine et au Cambodge représente les conditions d'exercice réel de la prostitution pour la grande majorité des prostituées du monde entier. Il s'agit majoritairement de femmes qui cherchent à survivre dans des pays étouffés par une longue et violente histoire d'exploitation impérialiste. Leurs « métiers » n'est pas un choix, mais une violence patriarcale extrême imposée par les conditions inhumaines de l'exploitation et la concurrence impérialistes.

L'opinion réformiste que la légalisation de la prostitution résoudrait les mauvaises conditions des prostituées se révèle entièrement fautive en tenant compte de la situation au Brésil et au-delà. Il est possible que la légalisation réduise les violences policières contre les prostituées et les encourage à recourir aux services sociaux, mais ces effets sont limités. Premièrement, la police continuera à intimider les plus démunies d'entre elles, que la prostitution soit légale ou non. Comparons le cas de la prostitution avec les rapports contradictoires qui existent aujourd'hui entre la police étasunienne, la population noire et la loi de ce pays. Aux États-Unis, le meurtre systématique des personnes noires est illégal. Or cela n'empêche pas la police de les tuer régulièrement. La question de l'accès aux services sociaux n'est dans la plupart des cas pas plus pertinente. Dans les pays exploités où la prostitution est la plus répandue, il n'y a pas d'argent pour des programmes sociaux efficaces, surtout quand la corruption du régime semicolonial fait disparaître chaque centime qui s'ajoute dans les caisses de l'État. Même aux Pays-Bas, un pays

impérialiste riche, l'expérience de la légalisation incite le gouvernement à reconsidérer la politique actuelle. La légalité de la prostitution a permis l'infiltration de toute une variété d'activités illégales comme le trafic humain, parce que ce sont les mêmes réseaux criminels derrière toutes ces activités. En plus, ce ne sont pas des femmes néerlandaises, françaises ou allemandes qui vendent leurs corps dans le fameux quartier chaud d'Amsterdam, mais des femmes venues de pays pauvres, tels que l'Ukraine, pour lesquelles la prostitution est une question de survie et non d'accès à la sécurité sociale ou à la retraite.

Enfin, il n'existe pas de tourisme sexuel qui n'est pas basé sur la prostitution de survie. Quelles conditions sinon celles d'une coercition extrême, peuvent motiver des centaines de milliers de femmes et d'enfants – mais aussi d'hommes – d'une région du monde à avoir des rapports sexuels avec des étrangers pour une dizaine d'euros par passe ? En plus, le tourisme sexuel apporte toujours plus de violences sexuelles contre les femmes et les enfants, et augmente le trafic humain et la présence des maladies sexuellement transmissibles. Cela n'est aucunement une surprise, car le tourisme sexuel c'est, très concrètement, le fait d'inviter dans son pays les hommes habités par la violence la plus explicitement brutale à l'encontre des femmes et des enfants, principalement pour en faire bénéficier les réseaux criminels et l'État. Dans les pays où l'État fait des recettes « légales » en taxant les prostituées reconnues comme travailleuses, il tire profit de ces dernières de la même façon qu'un proxénète parasite. Dans tous les cas, la proposition réformiste pour la légalisation n'est pas acceptable quand la majorité de la prostitution est pratiquée pour la survie. Dans ces cas, ce n'est pas différent d'un viol sous la menace mortelle de la violence. Sous cette coercition, les prostituées n'ont aucun intérêt à légaliser la prostitution pour le transformer en métier plus agréable. Enfin, la légalisation serait principalement un prétexte pour légaliser une forme de viol.

Objectivement, l'intérêt des prostituées est de mettre fin à leur exploitation sexuelle. Il faut donc abandonner toutes illusions réformistes sur le tourisme sexuel et la prostitution en général afin d'attaquer ce qui est à la racine de cette violence patriarcale : le capitalisme impérialiste. Par conséquent, l'émancipation de la grande majorité des prostituées dépend de l'émancipation du prolétariat internationale par la révolution qui va renverser le système impérialiste et avec lui sa mainmise sur les nations opprimées qu'il force en masse à pratiquer la prostitution.

LES FEMMES COMME ENSEMBLE DE RELATIONS SOCIALES, HISTORIQUEMENT DÉTERMINÉES ET CHANGEANTES

Cet article se base sur le texte publié en 1974 au Pérou par le Movimiento Femenino Popular. Il est disponible sur la Bibliothèque Marxiste (bibliomarxiste.net) et nous vous invitons à le lire.

Premièrement, le texte met en avant la nécessité pour la révolution d'organiser les femmes. En prenant l'exemple de la Révolution française, on fait le lien entre les avancées du peuple dans la révolution et les avancées des femmes. Lorsque le peuple gagne des droits et des victoires, les femmes sont à l'avant et en gagnent aussi. Au contraire, lorsque la contre-révolution progresse, les femmes sont les premières à voir leurs conquêtes être reniées. C'est un point particulièrement important à comprendre et qui permet d'expliquer les obsessions patriarcales des réactionnaires, et la nécessité de lier fermement la lutte des femmes avec la lutte révolutionnaire :

« La Révolution française, la plus avancée de celles menées par la bourgeoisie, a été un grand aliment pour l'action féministe. Les femmes se sont mobilisées avec les masses, et en participant aux clubs civiques, elles ont développé des actions révolutionnaires. Dans ces luttes, elles ont organisé une "Société des femmes révolutionnaires et républicaines" et, par l'intermédiaire d'Olympe de Gouges, elles ont réclamé en 1789 une "Déclaration des droits de la femme" et ont créé des journaux comme "L'Impatient" pour exiger l'amélioration de leur condition. Dans le développement du processus révolutionnaire,

les femmes ont obtenu la suppression des droits du premier né de sexe masculin et l'abolition des privilèges masculins, et elles ont également obtenu l'égalité des droits de succession avec les hommes, ainsi que le divorce. Leur participation militante a donc donné quelques fruits.

Mais une fois la grande poussée révolutionnaire stoppée, les femmes se sont vu refuser l'accès aux clubs politiques, leur politisation a été supprimée, et elles se sont vues blâmées et exhortées à rentrer chez elles. [...]

Dans la Révolution française, nous pouvons déjà voir clairement comment les progrès des femmes et leurs revers sont liés aux progrès et aux revers du peuple et de la révolution. C'est une leçon importante : l'identité des intérêts du mouvement féministe et de la lutte populaire, et comment le premier s'inscrit dans le second.»

Deuxièmement, le texte nous propose une définition de ce qu'est être une « femme ». Pour le marxisme, il n'y a pas de nature humaine, et donc pas de « nature féminine ». Il faut chercher la raison de la condition des femmes ailleurs :

« Tout comme le marxisme considère l'être humain comme une réalité concrète historiquement générée par la société, il n'accepte pas non plus la thèse de la "nature féminine", qui n'est qu'un complément de la soi-disant "nature humaine" et donc une réitération



Révolutionnaires péruviennes dans la prison de Cante Grande. La prison a été attaquée militairement en 1992 par le propre État qui l'avait construite pour tuer les révolutionnaires.



Combattantes de l'Armée de Guerilla de Libération du Peuple (PLGA) en Inde

que la femme a une nature éternelle et immuable ; aggravée, comme nous l'avons vu, parce que ce que l'idéalisme et la réaction entendent par "nature féminine" une "nature déficiente et inférieure" par rapport à l'homme.

Pour le marxisme, les femmes, tout autant que les hommes, ne sont qu'un ensemble de relations sociales, historiquement adaptées et changeantes en fonction des changements de la société dans son processus de développement. La femme est donc un produit social, et sa transformation exige la transformation de la société.

Lorsque le marxisme se concentre sur la question des femmes, il le fait donc d'un point de vue matérialiste et dialectique, d'une conception scientifique qui permet effectivement une compréhension complète. Dans l'étude, la recherche et la compréhension des femmes et de leur condition, le marxisme traite la question de la femme par rapport à la propriété, à la famille et à l'État, puisque tout au long de l'histoire, la condition et la place historique des femmes sont intimement liées à ces trois facteurs. »

Ce qui est déterminant dans cette conception, c'est l'origine du patriarcat dans le renversement du droit maternel : avec l'héritage de père en fils, les femmes sont jetées hors des relations de propriété, c'est-à-dire hors de la société. Elles deviennent elles-mêmes, dans de nombreuses sociétés, un objet de propriété. Le texte cite Engels :

« Le renversement du droit maternel a été LA GRANDE DÉFAITE HISTORIQUE DU SEXE FÉMINININ À TRAVERS LE MONDE. L'homme s'empara aussi des règnes de la maison ; la femme se vit dégradée, transformée en servante, en esclave de la lascivité de l'homme, en simple instrument de reproduction. »

« Ce paragraphe d'Engels pose la thèse

fondamentale du marxisme sur la question de la femme : la condition de la femme est étudiée dans le cadre des relations de propriété, sous forme de propriété exercée sur les moyens de production et dans les relations productives qui en découlent. Cette thèse du marxisme est extrêmement importante car elle établit que l'oppression attachée à la condition féminine a pour origine la formation, l'apparition et le développement du droit de propriété sur les moyens de production, et donc que son émancipation est liée à la destruction dudit droit. »

Le texte développe ensuite l'analyse de la condition des femmes à travers l'histoire, de la famille etc. Maintenant qu'il a été établi que les progrès du mouvement des femmes sont liés à la révolution, et qu'il est nécessaire d'abolir la propriété privée pour obtenir la libération complète, le texte pose la question de la position sur le féminisme : « Pour le marxisme d'hier comme d'aujourd'hui, la politisation de la femme est la question clé de son émancipation, et les classiques y ont consacré une attention particulière. »

Par rapport au mouvement des femmes, le MFP le lie avec l'analyse du grand marxiste Mariátegui :

« En ce qui concerne le FÉMINISME, Mariátegui soutient qu'il n'émerge "ni artificiellement ni arbitrairement" parmi nous mais qu'il correspond à l'incorporation des femmes dans le travail manuel et intellectuel ; dans cette optique, il souligne principalement que le féminisme se développe parmi les femmes qui travaillent en dehors du foyer, et fait remarquer que les environnements adéquats pour le développement du mouvement féministe sont les salles de classe des universités et les syndicats. Il énonce ensuite la directive consistant à s'orienter



Victoire syndicale des femmes de chambres de l'hôtel Ibis Batignolles après 2 ans de grève et mobilisation

vers ces fronts afin de faire avancer la mobilisation des femmes. [...]

Dans *Revendications féministes*, Mariátegui propose l'essence du mouvement féministe : "Personne ne devrait s'étonner que toutes les femmes ne se réunissent pas en un seul mouvement féministe. Le féminisme a, nécessairement, plusieurs couleurs, plusieurs tendances. Dans le féminisme, on peut distinguer trois tendances fondamentales, trois couleurs de fond ; le féminisme bourgeois, le féminisme petit-bourgeois et le féminisme prolétarien. Chacun de ces féministes formule ses propres revendications de manière différente. La femme bourgeoise unit le féminisme aux intérêts de la classe conservatrice. La femme prolétarienne unifie son féminisme avec la foi des multitudes révolutionnaires dans la société du futur. La lutte des classes - un fait historique et pas seulement une affirmation théorique - se reflète sur la scène féministe. Les femmes, comme les hommes, sont réactionnaires, centristes ou révolutionnaires. Elles ne peuvent, par conséquent, mener toutes le même combat côte à côte. Dans le panorama humain actuel, la classe différencie les individus plus que le sexe". »

Quelles sont les perspectives du mouvement féministe ? Voilà la réponse du texte :

« C'est suffisamment clair, ce que nous devons nous demander, c'est ceci : Que signifie cette politisation ? Pour le fondateur du Parti communiste, cela signifiait l'incorporation déterminée et militante des femmes dans la lutte de classe, leur mobilisation en même temps que les intérêts du peuple, leur intégration dans les organisations, l'apprentissage individuel de l'idéologie de la classe ouvrière, et tout cela, évalué par et sous la direction du prolétariat. En

résumé, il faut intégrer les femmes dans la politique, dans la lutte des classes, sous la direction de la classe ouvrière. »

« C'est pourquoi un mouvement féministe cohérent cherche à aller plus loin, et sur cette voie, il doit nécessairement se joindre à la lutte du prolétariat. C'est cette compréhension qui a conduit le grand penseur prolétarien de notre pays à prononcer : "Le mouvement féministe semble solidement identifié au mouvement révolutionnaire" et que, bien qu'il soit né du libéralisme, seule la révolution peut permettre au féminisme de se réaliser pleinement [...]

Et c'est ainsi que parallèlement à la construction d'une nouvelle société, une nouvelle femme apparaîtra, qui sera "substantiellement différente de celle formée par la civilisation actuellement en déclin". Ces nouvelles femmes seront forgées dans le creuset révolutionnaire et placeront l'ancien type de femme déformé par l'ancien système d'exploitation dans l'arrière-salle de l'histoire, un système qui se noie désormais, pour la véritable dignité des femmes" »

TURQUIE : PORTRAITS DE COMBATTANTES ROUGES DANS LA GUERRE POPULAIRE

A l'occasion de l'hommage aux martyrs de la révolution en Turquie, nous publions cet article inédit.

La révolution, ce n'est pas une chose abstraite. Ce sont des vies concrètes, des récits de masses de tous les pays qui se révoltent contre leur misère et prennent la voie de la lutte pour transformer le monde. Les révolutionnaires ne sont pas des héroïnes ou des héros de film ou de série, mais leurs histoires nous montrent l'exemple de personnes dévouées, à l'opposé des modèles individualistes. Loin de tout égoïsme, leurs vies sont belles car elles servent le peuple. Dans cet article, nous voulons mettre l'accent sur des portraits de femmes combattantes rouges dans la guerre populaire en Turquie. Souvent méconnues en France, ces figures révolutionnaires de Turquie sont des inspirations pour nous, une mise en pratique de nos luttes et de nos principes. Elles appartiennent à l'Armée de libération des ouvriers et des paysans de Turquie (TİKKO) sous la direction du Parti Communiste de Turquie/Marxiste-Léniniste (TKP/ML). Le slogan des femmes révolutionnaires de Turquie : « Vous n'allez pas nous vaincre ! Soit nous gagnerons, soit nous gagnerons ! » est rempli d'optimisme. Nous invitons nos lectrices et nos lecteurs à découvrir ces portraits inédits.

En introduction, citons une interview du Comité des femmes de l'Armée de libération des ouvriers et des paysans de Turquie (TİKKO) :

« Selon la perception sociale, "la guerre est un travail d'hommes". La place des femmes est dans leurs maisons, réputées très "protégées". Il n'est donc pas considéré comme "normal" qu'une femme lutte pour son émancipation. Mais c'est aussi un fait que "Là où il y a de l'oppression, il y a/il y aura de la résistance et de la révolte". En fait, l'Histoire regorge d'innombrables récits de rébellion et de résistance des femmes. Dans notre pays, les femmes ont pris leur place à différents niveaux dans cette guerre populaire depuis des années, et elles le font toujours. Il existe d'innombrables exemples qui montrent qu'une femme peut se battre, qu'elle est "pouvoir". Nous le savons par notre propre histoire, par l'histoire d'autres organisations luttant pour la libération sociale et nationale. Les guérillas féminines combattant sur le front à Kobanê et à Shengal en sont les meilleurs exemples récents. Les Cinq martyrs de la TİKKO [voir plus bas] en sont l'exemple le plus proche. [...] L'expérience accumulée par les Cinq et la valeur qu'elles de ce qu'elles ont créé sont notre plus grand héritage. Elles nous ont laissé la leçon que les femmes peuvent aussi assumer des responsabilités dans la guerre populaire, qu'elles peuvent devenir commandantes, commissaires politiques, dirigeantes, bref, qu'elles peuvent être des actrices de la guerre populaire. »



Meral Yakar

La camarade Meral Yakar, aussi appelée Kinem, est née à Gaziantep Nizip. Elle s'intègre à la lutte de la jeunesse étudiante d'Istanbul, où elle est allée faire ses études, en peu de temps. Elle a été très intéressée par les conditions des jeunes et a rapidement appris à leur contact. L'assimilation des idées révolutionnaires n'a pas été difficile pour Meral Yakar. Après avoir fait siennes ces idées, elle a fait de grands efforts pour être à la pointe de la lutte révolutionnaire. Sous la direction d'İbrahim Kaypakkaya, grand dirigeant du prolétariat, elle a pris part à l'intense lutte idéologique et politique contre les révisionnistes et toutes sortes d'opportunistes. Elle a mené avec ses camarades une lutte glorieuse contre l'État des seigneurs terriens et des patrons.

Elle est devenue la première femme membre du TKP/ML. Elle met de côté ses études pour se donner intégralement au service du peuple et de la révolution. Elle a montré son dévouement au peuple, à la révolution et à son parti par les valeurs d'abnégation et de don de soi auxquelles elle croyait.

Meral Yakar a été blessée le 22 janvier 1973, lorsque le pistolet dans la main de son camarade a accidentellement tiré dans une maison où ils séjournent à Istanbul. Meral Yakar a posé l'une des premières pierres angulaires de la tradition de résistance du Parti à la répression. En effet, alors qu'elle était blessée, les tortionnaires de l'État turc sont allés à l'hôpital pour l'interroger. Elle n'a rien livré. Ils l'ont tuée le 25 janvier 1973. Meral Yakar est la première femme martyre après Maria Suphi, une des fondatrices du communisme en Turquie assassinée en 1921.



Ayfer Celep

Ayfer Celep est née dans le village Tekke d'Amasya/ Taşova en 1971, dans une famille paysanne d'origine turque et musulmane sunnite. En 1991, alors que le Parti intensifie ses forces pour déployer des guérillas dans les campagnes de la mer Noire, elle demande au Parti de rejoindre la guérilla. Elle souhaite ardemment être l'une des premières à assumer une tâche aussi honorable que de participer à l'enracinement de l'armée de la libération des paysans et des ouvriers (TİKKO) et du parti dans cette région. Dans toute sa vie, elle n'a pas hésité à accepter n'importe quelle tâche confiée par le parti. Elle laisse derrière elle l'école et participe à toutes les missions du Parti dans sa région. Elle travaille dans des briqueteries dans de très mauvaises conditions à Niksar. La même année, elle est détenue et arrêtée lors d'une opération de l'État contre l'organisation régionale. Elle reste en prison pendant 3 mois. Bien qu'il y ait eu une rupture dans ses relations avec le Parti de temps en temps en raison d'une série d'opérations dans la région après sa sortie, elle a participé en juin 1993 aux unités de guérilla TİKKO dans la région de la mer Noire, qu'elle avait voulu rejoindre depuis longtemps.

Ayfer Celep a su affronter toutes les difficultés en marchant « à travers les tempêtes, sur le fil du rasoir ». Elle est devenue l'une des pierres angulaires du développement du Parti. En réponse forte aux politiques de mise en avant et de mobilisation des femmes partisans dans tous les domaines de lutte, elle a pris sa place parmi les femmes commandantes de la TİKKO. Elle a porté des coups implacables contre le statu quo dans la guerre. Ayfer Celep était membre du TKP/ML, et l'une des commandants d'unité de la TİKKO lorsqu'elle est tombée.

Les médias bourgeois ont fait leurs gros titres sur la camarade Ayfer Celep. Ils écrivaient sur « la femme commandante de la TİKKO ». Elle est importante dans les mémoires au-delà de son rôle de première femme combattante de l'armée populaire. C'est elle qui a accéléré la marche de l'armée populaire dans la région de la mer Noire. L'État turc l'a surnommée « la machine à tuer aux yeux verts » ou encore « le monstre à la tête d'ange ». Elle a toujours pris parti pour son organisation lorsque certains posaient la question de la pertinence de la lutte armée. Elle est l'exemple de ces « nouvelles femmes » et « nouveaux hommes » que produit la révolution. Elle a su se renouveler, effacer



Guérilla sous la direction d'Ayfer Celep

les normes imposées par la société fasciste turque. Femme d'une famille turque et sunnite, elle a brisé toutes les limites qui lui étaient imposées.

Voilà quelques exemples d'actions auxquelles Ayfer Celep a participé ou qu'elle a commandées. En 1992, elle a mitraillé le poste de gendarmerie d'Amasya Çengel. En 1993, elle a ouvert le feu sur un minibus de police à Amasya. Elle a abattu le chef du village de Taşova Cafer Avcı pour venger ses camarades en juillet 1998.

Elle tombe en martyr accompagnée de ses camarades le 8 mars 1999, à la suite d'une embuscade faite par l'armée réactionnaire.

LES « CINQ »

Les Cinq ont une place particulière dans l'histoire de la lutte révolutionnaire en Turquie. Derrière ce nom se trouvent cinq révolutionnaires, combattantes et commandantes de l'Armée de libération des ouvriers et des paysans de Turquie (TİKKO) : Sefagül Kesgin, Nurşen Aslan, Fatma Acar, Derya Aras et Gülizar Özkan. Toutes les cinq sont mortes dans un accident dans l'effondrement de leur camp d'hiver en 2011.

Sefagül Kesgin, qui utilisait le nom de guerre Eylem, était née en 1977. A Istanbul, elle était chargée de la culture et de l'art révolutionnaire, puis elle avait intégré les plus hautes directions politiques du mouvement révolutionnaire. En juin 2007, elle a été nommée commissaire politique régionale



L'hommage à Sefagul Kesgin



Les "Cinq"

de la guérilla, et malgré son inexpérience, elle a accepté, en mettant en avant « l'apprentissage par le combat ». Elle était devenue membre du Comité Central en 2009. Avec une grande humilité, elle avait développé sa confiance en la révolution, son parti, ses camarades et son peuple. Grâce à cette foi, elle pouvait surmonter les moments les plus difficiles.

actions qui ont conduit à de lourdes pertes pour les ennemis du peuple, comme des explosions de locaux fascistes.



Fatma Acar

Fatma Acar, qu'on appelait Dilek, a elle aussi rejoint le mouvement révolutionnaire dans sa jeunesse. Elle a participé aux organisations de jeunes dans les années 2000, puis en 2006 elle a répondu à l'appel de « rejoindre les montagnes », c'est-à-dire d'intégrer la guérilla. Avec ses camarades, elle a mené plusieurs



L'hommage aux Cinq à Dersim

Derya Aras, aussi appelée Camarade Sevda, est née en 1979 et a rejoint les jeunesses communistes pendant ses années lycée. Alors qu'elle avait seulement 19 ans, en 1998, elle a été arrêtée pour avoir participé aux manifestations du 1er Mai. La prison n'a pas brisé Derya, et lorsqu'elle est sortie, elle a intensifié ses actions. Avide de savoir et de pratique, elle a rapidement beaucoup appris en idéologie et en politique au contact des révolutionnaires. Elle est logiquement devenue membre du Comité Central des jeunesses communistes. Face à plusieurs autres emprisonnements, elle n'a jamais lâché. Elle a finalement rejoint la guérilla en 2009, après de nombreuses années de lutte.



Nurşen Arslan

Nurşen Arslan (d'abord appelée Münire puis Emel) avait rencontré les révolutionnaires à Istanbul. Elle a été active avec les jeunes, et a notamment participé à une attaque contre un hôtel dirigé par les fascistes. En 1999, elle rejoint la guérilla sous le nom de Münire. Elle sillonne les rives de la mer Noire et s'intègre avec les paysans et les ouvriers de cette région. Face à toutes les difficultés, elle continue son périple et parcourt de nombreuses régions du pays. En 2005, elle parvient dans les montagnes de Dersim. Elle prend le nom d'Emel en hommage à Emel Kılıç, une autre combattante. Pour la première fois dans l'histoire, une femme prend le commandement des activités à Dersim : ce sera la Camarade Nurşen. Forte d'une grande expérience dans tout le pays, elle a dirigé les activités révolutionnaires d'une main de maître.



Gülizar Özkan

Gülizar Özkan (Özlem) est la plus âgée des Cinq. Née en 1967 dans le village de Pancilas, elle se mêle aux révolutionnaires qui viennent régulièrement visiter sa région. Elle vit avec les guérillas, apprend à leurs côtés, et décide finalement de leur demander de les rejoindre en 1990. Sa demande est acceptée, et elle part à la montagne en 1990. L'année d'après, elle fait malheureusement un AVC pendant sa grossesse. Elle prend du repos pendant cette période, mais tente toujours de rejoindre la guérilla. Des problèmes dans le parti coupent ses liens, mais Gülizar décide de ne pas abandonner son projet de repartir à la lutte. Après son accouchement, elle ne perd pas cet objectif. Elle est arrêtée en 1997 et passe 7 ans en prison, et malgré les difficultés, elle parvient à renouer le lien avec le parti. En sortant, elle n'a qu'un objectif : rejoindre la guérilla. Elle n'était pas effrayée par les problèmes de santé ou la question de son enfant. Elle répondait à ceux qui lui posaient la question de ce choix : « Je ne suis pas assez égoïste pour ne penser qu'à mon propre enfant. Ma décision est de combattre pour que tous les enfants vivent dans un monde libre. ». Elle a finalement rejoint la guérilla en 2005.

Les Cinq sont des exemples de lutte : toute leur vie, dès le plus jeune âge, était dirigée pour abattre l'impérialisme, l'exploitation et la réaction. Leur mort ne signifie pas qu'elles ont échoué. Au contraire, comme elles étaient très liées aux masses, leur destin tragique a beaucoup touché les ouvriers et les paysans de la région. A Dersim, des centaines de personnes ont défilé à leurs côtés pour les emmener dans leur dernière demeure, accompagnées de drapeaux rouges et de chants. Des gens sont venus de toutes les villes de Turquie : Istanbul, Ankara, Izmir, Erzingan ou encore Mersin, pour leur rendre hommage. Leurs familles et les révolutionnaires les ont comparés à des œillets rouges, ces fleurs colorées qui poussent parfois au milieu des montagnes et des roches, dans des conditions difficiles, mais qui éclairent le paysage de leur splendeur. Les Cinq sont tout ça à la fois.

Bien entendu, nous aurions pu parler dans cet article de nombreuses autres figures. Récemment, nous pouvons célébrer les camarades Rosa et Asmin, qui étaient des guérillas de la TIKKO, et bien d'autres. L'Histoire de la lutte des femmes en Turquie est celle de la lutte révolutionnaire, celle de nombreuses inconnues, des ouvrières grévistes, des paysannes révoltées, des étudiantes et jeunes révolutionnaires, des mères de famille le poing levé, des courageuses guérillas et de grandes dirigeantes politiques. En rejoignant la révolution, toutes les combattantes que nous avons présentées ont rejoint un mouvement où elles ont pris leur place : diriger leur propre libération en tant que femmes, pour la libération de toutes les masses. Elles ont marqué de leur empreinte la révolution en Turquie, et elles continuent de le faire, en inspirant les jeunes, leurs familles, leurs amis, ou n'importe quelle personne avec le cœur animé de justice à suivre leur exemple.

L'IMPÉRIALISME EN AFRIQUE ET L'OPPRESSION DES FEMMES

L'Afrique et ses 1,2 milliard d'habitant.e.s forment le deuxième continent le plus peuplé du monde. En toute logique, 50 % de ces 1,2 milliard sont des femmes. Évidemment, la situation de ces femmes n'est pas la même selon les pays, les régions, les États... Il serait incorrect de mettre toute l'Afrique dans le même panier sur tous les plans. Mais les pays africains, et donc les femmes africaines, partagent un ennemi commun : l'impérialisme. Après la colonisation européenne et la « décolonisation », les masses d'Afrique n'ont pas été libérées malgré leur résistance. Leurs pays sont restés asservis aux désirs des grandes puissances impérialistes malgré les « nouveaux » gouvernements et régimes.

Des régions entières d'Afrique, comme le Sahel, sont occupées par des armées étrangères, notamment l'armée française. Certains pays, comme Djibouti, sont des enclaves pour les bases militaires des grandes puissances. Pour tous les autres, les conflits, les guerres et les difficultés économiques et sociales tracent leur origine et doivent leur développement aux crimes impérialistes qu'ont commis et continuent de commettre les monopoles et États qui découpent l'Afrique en morceaux. Aujourd'hui, des géants comme Orange, le Groupe Bolloré, Google, Ford, Unilever ou encore la Société nationale du pétrole de Chine font régner la loi du marché la plus cruelle sur tout le continent.

LA SITUATION GÉNÉRALE POUR LES FEMMES AFRICAINES

Face à cette situation, l'oppression des femmes africaines se trouve renforcée. Celles-ci sont en effet maintenues dans les pires emplois et positions dans la société. Selon le Bureau International du Travail (BIT), dans plus de la majorité des pays d'Afrique, les femmes gagnent deux fois moins que le revenu



Prise de parole d'une femme lors des grandes manifestations contre la dictature militaire, cette photo a fait le tour du monde

médian des hommes. 90 % des femmes travaillent dans l'économie informelle, c'est-à-dire en dehors des cadres salariés. Cela représente des centaines de millions de paysannes qui cultivent la terre sans salaire ou avec quelques sous, d'ouvrières et travailleuses domestiques qui ne sont pas déclarées et sont payées sous le manteau des salaires de misère ou encore de vendeuses itinérantes qui peinent à joindre les deux bouts.

Le BIT, qui est une institution de l'ONU, dit qu'il faut « changer les mentalités » pour que la situation s'améliore. Bien évidemment, c'est absurde ! Ce n'est pas qu'une question de mentalité, mais de l'état de l'économie dans ces pays. L'Afrique est un juteux continent pour les impérialistes, un de ceux sur lesquels les retours sur investissement ont le plus beau potentiel. La main-d'œuvre est payée au lance-pierre et les femmes portent sur leurs épaules toute l'économie domestique et une bonne partie de la production de nourriture. Comme il n'y a pas d'horizon pour un développement économique indépendant, la situation des paysannes et ouvrières s'aggrave, l'exode rural entraîne des millions de femmes à quitter la campagne pour la misère de la ville. En Éthiopie par exemple, la capitale Addis-Abeba se peuple d'ouvrières venues travailler dans les fabriques étrangères. Certaines travaillent 60 h par semaine pour des salaires ne dépassant pas 30 € par mois, qu'elles doivent dépenser pour vivre dans des logements de fortune. Tout ce qui est produit par ces femmes ne profite évidemment pas à l'amélioration de leurs conditions de vie, mais à enrichir les capitalistes sur le marché mondial. Voilà un exemple direct de l'impact de l'impérialisme sur les femmes africaines.



Femmes Djiboutiennes en grève de la faim contre l'impunité des soldats violeurs

Cela n'est pas nouveau : lors de la colonisation par la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne et les autres puissances, les femmes étaient également parmi les premières à être attaquées par les impérialistes.



L'exode rural et les exils forcés mettent beaucoup de femmes dans la misère en Ethiopie

Elles étaient asservies dans des tâches domestiques (nettoyeuses par exemple) et subissaient des punitions ainsi que des violences physiques et sexuelles. Aujourd'hui encore, les femmes qui travaillent en tant que ménagères dans des villas de riches expatriés (plus de 250 000 français en Afrique) sont souvent traitées de la pire des manières et ne bénéficient d'aucune protection. Quant aux violences, le viol est une arme de guerre et depuis toujours lié aux armées. En Afrique, la prostitution à Djibouti s'est par exemple développée sur les bordels créés par l'armée française. Cette situation continue aujourd'hui et les militaires français, américains etc stationnés à Djibouti sont les principaux clients de la prostitution. En 2016, dix Djiboutiennes réfugiées en Europe s'étaient mises en grève de la faim pour protester contre les viols qu'elles avaient subis par des soldats de Djibouti, dont l'armée est une alliée stratégique de la France. Des médecins militaires français qui avaient accepté de constater des cas de viols « ont dû revenir sur leurs déclarations, à la demande de la France, après les pressions du gouvernement djiboutien » selon une militante associative soutien des dix Djiboutiennes.

LA LUTTE DES FEMMES DES MASSES PREND FORME

Bien entendu, cette situation entraîne de la résistance. Les femmes africaines sont mobilisées dans la lutte contre l'impérialisme, les pratiques patriarcales féodales et les dirigeants fantoches de leurs pays depuis plus de 150 ans. Dans l'Histoire, on peut se souvenir des N'Nonmiton, un groupe de femmes armées qui ont combattu le colonialisme français au Bénin dans les années 1890. Aujourd'hui, en Centrafrique, pays occupé par un grand nombre de soldats français, des manifestations amènent toujours des centaines de personnes, dont de nombreuses femmes, à protester contre l'armée française.

Les soldats français rapportent ressentir la « haine » dans les villages qu'ils traversent La politique du « chéquier », où la France « dédommage » les victimes des crimes de guerre avec des sommes dérisoires, ne fonctionne plus pour acheter le silence. Des affaires ressortent, et la hiérarchie militaire tente d'intimider les familles qui se mobilisent. Mais dans plusieurs pays, comme par exemple le Sénégal, des mobilisations contre les violences faites aux femmes se multiplient après que des affaires aient secoué le pays. Il y a là les premières étapes pour faire cesser l'impunité des crimes commis par des criminels réactionnaires en général et des militaires en particulier.

Au Soudan, la place des femmes dans les révoltes de 2019 est un exemple de cette lutte. Face à la dictature militaire, les femmes du Soudan se sont mobilisées en masse. Beaucoup d'entre elles portaient des vêtements particuliers, pour rappeler la lutte de leurs mères et grand-mères qui avaient les mêmes habits dans les manifestations des années 60, 70 et 80. Les longues robes blanches de coton que certaines mettaient en avant faisaient l'unité entre les paysannes des champs de coton, une grande ressource du pays pour l'exportation, et les tuniques des femmes qui travaillent dans les villes.

Il n'y a pas de doute que la mobilisation des femmes africaines sera un grand marqueur de l'avancée de la libération des masses toutes entières sur le continent dans les années à venir. A l'avant-garde de la lutte contre l'impérialisme et ses manifestations les plus inacceptables, elles sont capables de faire trembler les plus grands criminels dans leurs bureaux de Paris, Washington, Londres et autres.

FILM : « MÉLANCOLIE OUVRIÈRE »

Il y a peu de films qui traitent à la fois de féminisme et de lutte des classes, mais « Mélancolie ouvrière » est un de ceux-là.

Sorti en 2018, le téléfilm s'intéresse à la vie de Lucie Baud : syndicaliste française du début du 20^e siècle, connue pour être une grande organisatrice des ouvrières des soieries de l'Isère. Elle fut la toute première femme déléguée dans un congrès syndical à l'échelle nationale, en France, en 1904.

Le film nous retrace quasiment toute la vie de Lucie Baud. On la suit dans son enfance dans une école religieuse, où elle se fait déjà remarquer pour son franc-parler. Elle est ensuite envoyée à ses douze ans pour travailler dans une soierie comme toutes les filles de son école. Enfin, le film s'achève aux dernières heures de son militantisme ouvrier et féministe.

Tout au long du film, on nous montre la cruauté de la société capitaliste et patriarcale que subissent les ouvrières : envoyées à l'usine dès leurs 10 ans, travaillant 12 à 13 heures par jour pour des salaires misérables, et devant subir les agressions sexuelles des contremaîtres qui se croient tout permis. C'est dans ce contexte que Lucie, qui est déjà veuve et mère de deux enfants à 32 ans, ouvre peu à peu les yeux sur la condition de ses sœurs de classes, qu'elles soient françaises ou italiennes (les soieries de l'Isère employant beaucoup d'immigrées italiennes venues du Piémont).

À la suite d'un énième crachat au visage de la part du patron et de ses sbires, Lucie décide de mobiliser ses collègues pour mener une grève, du jamais-vu dans la petite ville. Lucie va alors se révéler une grande organisatrice dans la grève, faisant prendre conscience aux ouvrières de l'usine qu'elles ont tout à gagner à lutter ensemble contre les patrons voyous. Avec l'aide d'un syndicaliste local, Charles Auda, elle parvient même à mobiliser les ouvrières italiennes, qui subissaient alors le racisme et des conditions de vie abominables, l'Église étant de mèche avec les patrons pour garder les immigrées italiennes dans la

misère. Toutes les femmes ouvrières de Vizille, quelles que soient leurs origines, se mobilisent alors dans cette grande grève de 1905.

On accompagne alors Lucie Baud dans les grèves ouvrières qu'elle a mené à cette époque, et sa lutte à la fois contre le capitalisme et contre le patriarcat, qui gangrène aussi le mouvement ouvrier. C'est une lutte dure et éprouvante, où la violence physique et morale imposée par la bourgeoisie sur les femmes ouvrières est brutale et omniprésente, et c'est seulement par la solidarité de classe entre toutes ces femmes ouvrières qu'elles parviennent à faire reculer leurs patrons : individuellement elles étaient condamnées à une vie de servitude, mais toutes ensemble elles peuvent déplacer des montagnes, et changer le monde.

Le film présente d'ailleurs de nombreuses chansons révolutionnaires (de l'Internationale au Va Pensiero), chantées par les ouvrières. Par moment, le film prend quasiment un ton de comédie musicale dramatique, le chant prenant alors pour les femmes de nombreux rôles : un moyen de refuge face aux difficultés du quotidien, un espoir pour l'avenir, un souvenir du pays natal, ou encore un cri de révolte.

Le film s'intéresse aussi à l'histoire d'amour, entre Lucie Baud et Charles Auda. Un des rares réconforts dans la vie de combat de Lucie. Cependant, c'est dans cette relation qu'on trouve une des rares erreurs historiques du film, car Lucie Baud a fondé le syndicat des ouvrières de Vizille avant de rencontrer Charles Auda, et c'est au titre de secrétaire de ce syndicat qu'elle fut invitée en tant que déléguée au Congrès national des syndicats du textile. Dans le film c'est Charles qui s'arrange pour que Lucie soit la déléguée au congrès. C'est regrettable, car cela donne l'impression que Lucie Baud doit, au moins en partie, son ascension dans le milieu syndical à un homme, alors qu'en réalité c'est uniquement grâce à la lutte qu'elle a menée auprès des ouvrières de l'Isère qu'elle doit ses honneurs. La fiction est en-deça de la réalité, même si le film est une adaptation du travail de l'historienne Michelle Perrot sur Lucie Baud.



Image du film où les ouvrières font face à la répression

CULTURE

Malgré cette erreur ainsi que les quelques défauts du téléfilm, qui sont communs à beaucoup de téléfilms français (comme le jeu d'acteur inégal), il est important de reconnaître à « Mélancolie ouvrière » qu'il traite d'un sujet très peu abordé, et avec justesse. Les films sur les luttes menées par la classe ouvrière sont rares, trop caricaturaux ou peu mis en avant, et encore plus lorsqu'il s'agit des femmes ouvrières.

Comme l'avait si bien dite la révolutionnaire bolchévique Alexandra Kollontai, qui avait bien compris l'enjeu des luttes abordées dans ce film : « Beaucoup de choses reposent sur nous, les femmes ouvrières. L'époque où le succès de la lutte du prolétariat reposait uniquement sur l'organisation des hommes est révolue ».



Image de la grève de Voiron



Les éditions Soleil Rouge ont le plaisir de vous annoncer la parution de notre édition révisée de *La Moitié du Ciel* par Claudie Broyelle. Nos éditions font le choix du modèle indépendant afin de rendre les livres abordables au plus grand nombre. Nous voulons que nos publications touchent et servent le prolétariat francophone quels que soient ses moyens. Ce livre sera donc vendu 5€.

La grande romancière chinoise Han Suyin, qui a signé la préface originale, le résume ainsi : « La lecture de ce livre est nécessaire aussi à toutes les femmes qui veulent réellement leur libération, parce qu'il explique avec une grande clarté, à travers de nombreuses anecdotes et de récits vécus illustrant les différentes questions abordées, la lutte des femmes chinoises sur les plans idéologiques et matériels, non seulement pour transformer la société et faire la révolution, mais aussi pour se transformer elles-mêmes. ». *La Moitié du Ciel* est donc un de ces livres qui nous permettent de comprendre le monde, et surtout de le changer. Son sujet et ses thèmes sont brûlants d'actualité et convaincront les lecteurs et lectrices d'aujourd'hui comme celles et ceux qui l'avaient découvert à la première publication. A travers le monde, dans de nombreuses langues, *La Moitié du Ciel* est désormais un essentiel sur la question de la libération des femmes.

Soleil Rouge est une maison d'édition indépendante, créée en 2018 par des militantes et militants. Après une première série de publications, les éditions Soleil Rouge ont élevé leur qualité pour reprendre les éditions en 2022.

Contactez-nous à editionssoleilrouge@protonmail.com et commandez sur <https://editions-soleil-rouge.eproshopping.fr/>. Nous animons également le site <https://www.bibliomarxiste.net/> sur lequel toutes nos publications sont disponibles gratuitement au format numérique.

Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire.

ABONNEMENT / CONTACT

Contactez-nous si vous souhaitez :

- > Envoyer un article / une production artistique
- > Donner votre avis / faire des propositions
- > Diffuser le journal dans votre quartier

causedupeuple@protonmail.com

[t](#) [i](#) [f](#) @cause_du_peuple

**ENSEMBLE, CRÉONS ENFIN UN MÉDIA
POPULAIRE POUR LA RÉVOLUTION !**